

class=" green-theme-structs" >



## [Tribune] Sébastien Taupiac : "L'évaluation des fournisseurs est à un tournant historique"

📅 02/11/2023 👤 Sébastien Taupiac

**Sébastien Taupiac, Directeur de la communication et des relations publiques de la société e-Attestations, et administrateur de l'APASP se réjouit : "les entreprises françaises qui s'engagent plus particulièrement dans leur RSE et donc dans celle de leurs tiers, commencent à en percevoir les avantages dans leur développement et leur activité". Mobiliser les deniers publics au profit des entreprises vertueuses n'est plus une question.**



ISO 27001 (sécurité de l'information), ISO 27701 (protection de la vie privée), accompagnement à la Qualification SecNumCloud, Bilan carbone, charte de la diversité, UN Global Compact, Climate Act, Service France Garanti, Je choisis la French tech ... Autant de certifications, labels, engagements qui honorent aujourd'hui la société pour laquelle je travaille et toutes les entreprises qui se sont engagées vis-à-vis de ces référentiels.

Mais aussi charte et le label RFAR, normes ISO 26000, 45001, 13485, 9001 ... Les référentiels internationaux, européens et français ne manquent pas. Sans oublier le label EEE en approche (relire "**Interview Bruno Millienne : "Simplifier la commande publique durable, grâce au standard "EEE"**")

Les entreprises se sont longtemps posé la question (et certaines se la posent encore) de l'intérêt d'investir durablement dans ces démarches souvent coûteuses, parfois complexes et chronophages, mobilisant des collaborateurs qui auraient pu consacrer ce temps au développement commercial de leur entreprise. Des questions qui demeurent souvent évoquées au niveau de la gouvernance ou encore des actionnaires.

L'acheteur ou le responsable achat que j'ai été pendant 20 ans vous dirait que j'ai longtemps expliqué aux entreprises en phase de sourcing (terme non consacré à l'époque) qu'il ne fallait attendre de la commande publique aucune espèce de reconnaissance vis-à-vis de ces distinctions autres que celles entrant dans un cadre réglementaire. Les évoquer et fournir ces preuves et certificats pouvaient, au mieux, faire plaisir aux parties prenantes sans un quelconque impact sur la notation ou la décision attribution.

“ La montée en maturité et en responsabilité des acheteurs s'accélère. Les entreprises ont également compris que ces référentiels pouvaient les aider à témoigner de leur conformité à une réglementation foisonnante, à garder leurs meilleurs collaborateurs et à recruter mais aussi à gagner en image et en réputation et in fine en attractivité. ”

Bien qu'ici ou là, il ne soit pas rare de rencontrer des procédures où les questions environnementales et sociales sont quelque peu éloignées de l'objet du marché, où le critère RSE pèse 3%, où encore le questionnaire relatif au RGPD et à la sécurité de l'information brille par son absence ou par ses 800 questions, admettons que nous sommes sur la bonne voie et que la montée en maturité et en responsabilité des acheteurs s'accélère.

Les entreprises ont, quant à elles, également compris que ces référentiels pouvaient les aider à témoigner de leur conformité à une réglementation foisonnante, à garder leurs meilleurs collaborateurs et à recruter mais aussi à gagner en image et en réputation et *in fine* en attractivité.

Un repositionnement achat rassurant et cohérent, mais qui impose professionnalisme, évaluation préalable et continue, indicateurs de mesure indiscutables et suivi de la maturité/conformité tout au long de l'exécution du contrat (cf. article sur le contract management).

Je ne peux que m'en réjouir en tant qu'ancien acheteur et en tant qu'acteur économique engagé.

### Une prise de conscience « contrainte » mais réelle

Si les différentes crises ont démontré des fragilités en matière de sécurité et coûts d'approvisionnement, elles auront surtout conduit l'Etat à « enfin » considérer la commande publique nationale non plus uniquement comme une « contrainte budgétaire » mais comme un levier stratégique économique et politique (Relire "**[Tribune] Achat public : La France, nouveau moteur d'une Europe en panne de souveraineté**"). Un levier au service d'une souveraineté européenne mais aussi nationale notamment d'un point de vue économique et numérique.

La pression exercée par les textes contraint, incite, encourage ou valorise, selon la maturité des organisations publiques, à valoriser les engagements des entreprises en matière de RSE, QHSE ou encore de sécurisation de la donnée et protection de la vie privée. L'étape liée à l'exclusion des entreprises non vertueuses semble se dessiner à un horizon relativement proche. Car exclure certaines entreprises, c'est quelque part en favoriser d'autres !

### Une orientation inéluctable qui doit s'inscrire dans la durée

Il ne peut y avoir d'achats durables sans offres durables et donc sans engagement pérenne des acteurs économiques. S'engager pour une entreprise dans la RSE ou dans la sécurité de l'information mobilise des moyens financiers, humains et technologiques importants, mais surtout induit des changements profonds en matière de gouvernance, d'organisation ou de création et promotion de la valeur.

“ Il ne s'agit plus d'ajustements stratégiques mais d'une stratégie à part entière : pour continuer de croître dans les années à venir, les entreprises n'auront pas d'autres choix que d'intégrer pleinement la RSE dans leurs modèles d'affaires ”

Il ne s'agit plus d'ajustements stratégiques mais d'une stratégie à part entière. Pour continuer de croître dans les années à venir, les entreprises n'auront pas d'autres choix que d'intégrer pleinement la RSE dans leurs modèles d'affaires. Notamment pour disposer d'une image vertueuse gage d'attractivité et de fidélisation mais aussi pour accéder à des meilleures conditions de financement de plus en plus adossées à des critères ESG.

Ainsi, si les entreprises ne peuvent et ne pourront bientôt plus revenir en arrière, gare aux acheteurs publics qui, sous couvert d'une

pression budgétaire de toute façon permanente et/ou d'un temps achat devenu rare et précieux, seraient tentés de faire machine arrière et de revenir à une bonne vieille approche du prix et du produit/service.

Ils sortiraient irrémédiablement du marché par une absence de réponse aux procédures et mettraient ainsi en risque leur organisation et le fonctionnement des services publics proposés.

D'un autre côté, s'engager pour les acheteurs dans une course effrénée et non maîtrisée à l'achat durable/vertueux pourrait induire quelques sorties de route et une possible augmentation des contentieux liés à l'exécution. Un phénomène déjà constaté...

### Faire preuve de bon sens et de méthodologie

Le bon sens appelle à un engagement maîtrisé et à une photographie achat préalable indispensable. Qui sont mes fournisseurs ? Ou se trouvent-ils ? Quelle est leur catégorie ? Combien d'emplois ? Quelle est leur maturité en matière de RSE, de Scope 3/carbone, de probité et d'anticorruption, cybersécurité, ...

**Une cartographie indispensable** pour ajuster les phases de sourcings, les exigences du cahier des charges, les critères et les pondérations ou encore plus globalement sa stratégie achat durable. Une cartographie indispensable à une réelle cartographie des risques.

**Une évaluation préalable** qui appelle une évaluation continue car reconnaître une certification, un label, un engagement c'est aussi s'assurer de cette réalité tout au long de la relation contractuelle.

En conclusion, mobiliser les deniers publics au profit des entreprises vertueuses n'est plus une question.

De manière rassurante, les entreprises françaises qui s'engagent plus particulièrement dans leur RSE et donc dans celle de leurs tiers, commencent à en percevoir les avantages dans leur développement et leur activité.

Nous sommes face à un enjeu de maintien de notre environnement dans tous les sens du terme, y compris d'un point de vue social, sociétal et digital.

Bravo et merci aux acheteurs publics qui nous confortent en tant qu'entreprise chaque jour plus encore dans cette voie et qui contribuent par leur action à notre développement, à la création d'emplois en France et à la diminution de notre impact conjoint sur notre environnement.

### à propos de l'auteur



**Sébastien Taupiac**

Directeur de la communication et des relations publiques e-Attestations